

Le substrat de l'Acte d'Union

FRANÇOIS DESCHAMPS, « *Les ennemis français de la race anglaise* ». *Les lettres d'Adam Thom au gouverneur en chef des Canadas, 1836*, Québec, Septentrion, 2019, 314 pages

Joshua Ménard-Suarez

Volume 13, numéro 3, été 2019

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/91133ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Ligue d'action nationale

ISSN

1911-9372 (imprimé)

1929-5561 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Ménard-Suarez, J. (2019). Compte rendu de [Le substrat de l'Acte d'Union / FRANÇOIS DESCHAMPS, « *Les ennemis français de la race anglaise* ». *Les lettres d'Adam Thom au gouverneur en chef des Canadas, 1836*, Québec, Septentrion, 2019, 314 pages]. *Les Cahiers de lecture de L'Action nationale*, 13(3), 7–7.

Le substrat de l'Acte d'Union

Joshua Ménard-Suarez

Doctorant en études québécoises, UQTR

FRANÇOIS DESCHAMPS

« LES ENNEMIS FRANÇAIS DE LA RACE ANGLAISE ». LES LETTRES D'ADAM THOM AU GOUVERNEUR EN CHEF DES CANADAS, 1836

Québec, Septentrion, 2019, 314 pages

François Deschamps participe du renouvellement de l'historiographie politique canadienne du XIX^e siècle, plus particulièrement celle de la période de l'Acte d'Union. Ailleurs, il nous avait éclairés sur la réforme des institutions de 1834 à 1848, sur l'incendie du Parlement en 1848 et le manifeste annexionniste qui l'accompagnait, et sur la jonction entre le discours radical tory montréalais et l'impérialisme libéral anglais dans les années menant à l'union législative des Canadas. Par ce nouveau livre¹, Deschamps complète le diptyque entrepris en 2015 par *La «rébellion» de 1837 à travers le prisme du Montreal Herald*. La publication des lettres d'Adam Thom se propose comme un corollaire de l'interprétation originale de Deschamps, en contribuant au dévoilement d'une partie non seulement méconnue, mais aussi cachée de l'histoire du Québec.

La prémisse de Deschamps est que les ultra-tories britanniques du Bas-Canada, dont les opinions s'expriment dans le *Montreal Herald* par la plume d'Adam Thom, ont une influence déterminante sur les événements de la décennie 1830. En effet, de 1835 à 1838, en tant que rédacteur en chef du journal le plus diffusé d'Amérique du Nord britannique, Thom serait le messenger par excellence de l'oligarchie tory de Montréal et de l'Association constitutionnelle de Montréal. À la tête du *Montreal Herald*, il prétendrait représenter l'ensemble des colons britanniques du Bas-Canada. Ainsi, Deschamps donne une portée fondatrice aux idées et aux intérêts des ultra-tories britanniques du Bas-Canada². Ceux-ci auraient influencé les rébellions de 1837-1838, les recommandations du rapport Durham, l'Acte d'Union, et plus généralement le sort réservé aux Canadiens français dans la colonie britannique. Il soutient que les thèmes hérités des années 1830 auraient même

encore structuré les discours sur la tension politique entre souverainistes et fédéralistes durant «le cycle 1968-2004». Pourtant, Deschamps observe que le nom d'Adam Thom demeure méconnu.

Sur cette portée fondatrice, Deschamps propose d'ailleurs une thèse forte, soit la violence originelle des institutions politiques canadiennes. «La mutinerie de 1837» aurait été conceptualisée par les ultra-tories en partenariat avec l'état-major britannique. Il décrit une certaine conception de l'histoire et de la citoyenneté qui traverse les propos de Thom et qui nourrit chez lui cette idée de «la nécessité de la «résistance physique» comme seule solution de rechange à la crise imminente qu'il redoute et appelle curieusement de tous ses vœux» (p. 19). Thom propose aux loyalistes tories de Montréal, au fil de ses articles, un programme politique promouvant la prise en charge des affaires coloniales par le recours aux armes. Il souhaite l'élimination de la volonté politique des Canadiens français et anticipe leur insubordination aux colons britanniques. En ce sens, les lettres anti-françaises invitent à dépasser les «mythes compensateurs de la vulgate canadienne officielle» qui voudrait «mettre en sourdine, occulter, et dénaturer» la violence à la base de la vie politique du Canada (p. 251).

Thom s'oppose donc évidemment aux membres du Parti patriote, mais il s'oppose aussi au Gouverneur général Gosford et au gouvernement Melbourne à Londres, qu'il accuse d'être «francisés». Les mesures conciliatoires émanant de ces instances lui répugnent et lui apparaissent comme une posture erronée. Thom va même jusqu'à traiter Gosford et Melbourne de conspirateurs; il s'imagine qu'un complot existe, qui viserait à rendre les Canadiens français majoritaires au Conseil législatif comme à l'Assemblée législative. À cet égard, Thom n'hésite pas à menacer les autorités politiques britanniques d'un ton volontairement intimidateur. Cette attitude nous rappelle que Charles Grey, commandant militaire présent aux Canadas durant l'administration Durham, craignait la révolte d'une partie de la population britannique du Bas-Canada advenant que la solution choisie par Londres soit une union fédérale plutôt que législative³.

Deschamps montre donc la difficile dynamique entre la métropole et les colons d'origine britannique. Ce faisant, il ouvre une perspective intéressante sur le



gouvernement Melbourne, qu'il se contente néanmoins d'effleurer. Le traitement que Deschamps réserve à Durham est révélateur à cet égard. Il maintient, à l'unisson du discours historiographique dominant, le lien étroit entre le rapport Durham et l'Acte d'Union, tout en réduisant Durham au rôle de «simple commissionnaire du programme politique des tories de Toronto et de Montréal». En ce sens, Deschamps substitue en quelque sorte les lettres anti-françaises au rapport Durham lui-même. Mais si ces lettres témoignent de l'état d'esprit d'un groupe politique colonial du Bas-Canada et si elles ont certainement influencé le cours des événements, peut-on dire que les ultra-tories à eux seuls aient déterminé la décision de Londres de procéder au changement constitutionnel?

Il faut poursuivre la réflexion sur la place de l'Acte d'Union dans le contexte politique britannique. Contrairement au projet d'union de 1822, qui provenait de la classe commerciale anglaise de Montréal et qui fut refusé par le Parlement britannique, celui qui va aboutir à l'Union de 1840 est initié par le Parlement britannique et plus spécifiquement par le gouvernement Melbourne. Ce sont les autorités politiques britanniques qui ont décidé le changement constitutionnel, à partir de leurs propres intérêts et enjeux. Elles ont imposé leur décision aux groupes politiques coloniaux, qui l'ont subie avec mécontentement, résignation ou approbation selon le cas. Entre les lettres de Thom et l'Acte d'Union, il y a donc le gouvernement Melbourne à considérer. Quelle influence réelle l'oligarchie tory de Montréal a-t-elle exercée sur les autorités politiques britanniques dans leur décision d'imposer l'union législative des Canadas? ❖ Cette question n'est pas définitivement résolue par l'ouvrage de Deschamps. ❖

1 Cette traduction reprend les lettres d'Adam Thom rédigées sous le pseudonyme de Camillus entre septembre 1835 et janvier 1836. Celles-ci furent publiées sous forme de livre en 1836 même, puis par Deschamps en 2016.

2 Le titre anglais de 2016 rend mieux cette portée fondatrice: *The Prophetic Anti-Gallic Letters. Adam Thom and the Hidden Roots of the Dominion of Canada*.

3 William Ormsby (éd.), *Crisis in the Canadas, 1838-1839. The Grey Journals and Letters*, Toronto, Macmillan of Canada, 1964, 244 p.